

(N° 155.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1923.

Projet de loi

concernant l'augmentation des pensions civiles et coloniales (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GENDEBIEN.

MESSIEURS,

Comme le dit l'Exposé des Motifs, il n'est pas de bonne administration coloniale sans un régime équitable des pensions qui, en assurant l'avenir de ceux qui affrontent les dangers et les privations de la vie sous les tropiques, facilite grandement le recrutement d'un personnel plus capable.

Or, jusqu'en 1921 (décret du 2 mars), les pensions des anciens coloniaux étaient dérisoires et alors que ce décret accorde aux agents actuellement en fonctions une pension convenable, les premiers pionniers au Congo voyaient leur pension maintenue au même taux excessivement bas.

Comme la Chambre le sait, un décret du 28 avril 1910 accorde une pension civile aux anciens agents de l'Association Internationale Africaine, de l'État Indépendant du Congo et du Comité Spécial du Katanga. La reprise de la Colonie en a fait, peut-on dire, des agents de la Belgique.

Puis il y a le décret du 2 mai 1910 qui accorde une pension aux anciens agents du Congo Belge.

Mais ces pensions, civiles et coloniales, sont vraiment dérisoires.

L'an dernier, lors de la discussion du budget de la Colonie, on a cité le

(1) Projet de loi, n° 116.

(2) Composition de la Commission spéciale.

a) Composition de la *Commission permanente des Colonies* : MM. Tibbaut, président, Branquart, Brifant, de Béthune, du Bus de Warnaffe, Fischer, Forthomme, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Étiéard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert et Van Remoortel.

b) Dix membres désignés par les Sections : MM. Pussemier, Delacollette, Fieullien, Colleaux, Gollier et Gendebien.

chiffre de certaines pensions coloniales se montant à fr. 696.18 pour douze ans et demi de services en Afrique; fr. 568.33 pour treize ans et trois quarts. Un agent territorial de première classe ayant fini sa carrière pour invalidité après huit ans et trois quarts dans la Colonie, jouit d'une pension de 180 francs. On pourrait citer beaucoup de cas semblables.

Donc pensions dérisoires. Mais ce qui rend plus choquant encore leur taux minimum, c'est la manière de compter les années de services utiles pour la pension. Nous ne nous étendrons pas sur ces défauts puisque le projet de loi que nous examinons les corrige, mais qu'il nous suffise de dire que certains agents qui avaient servi l'Etat Indépendant du Congo et ensuite étant passés au service du Congo Belge après la reprise de la Colonie peuvent, dans les plus mauvaises conditions il est vrai, avoir perdu plus de 7 ans pour la pension. En effet, pour jouir de la pension civique il fallait avoir passé six années complètes en Afrique à la date du 15 novembre 1908, condition indispensable, et d'autre part, le décret sur les pensions coloniales du 10 mai 1910 ne sortit ses effets qu'à partir du 1^{er} juillet 1910, il en résulte que faute de quelques jours peut-être pour parfaire les six années exigées, au 15 novembre 1908 pour la pension civique, il faudra encore attendre jusqu'au 1^{er} juillet 1910 pour que les années de services à la Colonie commencent seulement à compter pour la pension.

*
* *
*

Telle est, Messieurs, la situation de ceux qui se sont dévoués à la grande œuvre de la Colonie et, par conséquent, à la Belgique. Il faut le reconnaître, on n'a été ni juste ni reconnaissant à leur égard et nous sommes portés à croire que ces conséquences des décrets de 1910 ont échappés aux auteurs de ces décrets. Il n'est pas possible d'interpréter autrement le tort qui a été ainsi causé à nos agents coloniaux.

La loi du 3 juin 1920 a relevé de 100 à 200 p. c. les pensions des fonctionnaires belges en général. Les pensionnés civiques du décret du 25 avril 1910 pour lesquels, l'an dernier, 400 mille francs ont été inscrits au budget pour le relèvement de leurs pensions, verront celles-ci calculées dorénavant à raison de 500 francs par année de services.

En vertu du décret du 2 mars 1921, les agents et fonctionnaires actuellement au service de la Colonie jouiront d'une pension variant entre 5.000 francs minimum et 8,520 francs maximum pour 12 années de séjour en Afrique en régime salubre et 10 années en régime insalubre, distinction cependant aujourd'hui disparue comme l'a déclaré M. le Ministre lors de la discussion du budget du Congo Belge pour l'exercice 1922.

Enfin, après le vote du projet, les pensions accordées en vertu du décret du 2 mai 1910, seront relevées également. Elles seront d'abord revisées en tenant compte, selon le projet primitif, des services accomplis depuis le 15 novembre 1908, date de la reprise de la Colonie et des services de guerre, mais, suivant le projet transmis par le Sénat et en suite d'un amendement accepté par le Gouvernement et voté par le Sénat, en tenant compte aussi, pour les Belges, des services antérieurs à la reprise du Congo.

Ainsi se trouvera réparée l'injustice qui consistait à omettre pour le calcul de la

pension, un temps de service pouvant aller jusqu'à 7 ans et demi ainsi qu'il vient d'être dit.

Une fois cette revision opérée les pensions seront ensuite doublées avec effet au 1^{er} janvier 1922 ou aux dates auxquelles elles ont pris cours si ces dates sont postérieures au 1^{er} janvier 1922.

Tels sont, Messieurs, le but et l'économie du projet de loi. La Chambre se fera certainement un devoir et aura à honneur de le voter. Ce sera un témoignage, un peu tardif cependant, de la reconnaissance que nous devons aux premiers pionniers du Congo et à ceux qui leur succéderont dans un temps où la vie, en Afrique, n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Votre Commission est reconnaissante à MM. les Ministres Franck et Theunis du sentiment de bienveillance et de reconnaissance qu'ils veulent bien témoigner aux pensionnés civils et coloniaux. Il reste actuellement en vie environ 540 pensionnés civils et environ 570 pensionnés coloniaux du décret du 2 mai 1910.

Le projet a été adopté à l'unanimité dans toutes les sections. Votre Commission vous propose à l'unanimité également de le voter tel qu'il nous a été transmis par le Sénat.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



(4)

(N° 155.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp

betreffende de verhooging der burgerlijke en koloniale pensioenen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GENDEBIEN.

MIJNE HEEREN,

De Memorie van Toelichting zegt terecht, dat er geen goed koloniaal beheer kan zijn zonder een billijke regeling der pensioenen, welke de toekomst verzekert van degenen die, onder de tropen, de gevaren en de levensontberingen trotseeren, en tevens de aanwerving van een bekwaam personeel in de hand werkt.

Welnu, tot in 1921 (decreet van 2 Maart) waren de pensioenen der oud-kolonialen onbeduidend en, waar dit decreet aan de thans fungerende beambten een behoorlijk pensioen verleent, konden de eerste pioniers in Congo hun mager pensioentje maar niet doen verhoogen.

De Kamer weet dat, bij decreet van 25 April 1910, een burgerlijk pensioen wordt verleend aan de gewezen beambten van de « Association Internationale Africaine », van den Onafhankelijken Congostaat of van het « Bijzonder Comité van Katanga ». Door de overneming der Kolonie heeft men er, om zeggen, Belgische ambtenaren van gemaakt.

Vervolgens werd bij decreet van 2 Mei 1910 een pensioen verleend aan de gewezen beambten van Belgisch Congo.

Doch deze burgerlijke en koloniale pensioenen zijn werkelijk onbeduidend.

(1) Wetsontwerp, n° 116.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

a) De leden van de Bestendige Commissie voor de Koloniën : de heeren Tibbaut, voorzitter, Branquart, Brifaut, de Béthune, du Bus de Warnaffe, Fischer, Forthomme, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert en Van Remoortel.

b) Zes leden benoemd door de Afdeelingen : de heeren Pussemier, Delacollette, Fieulien, Colleaux, Gollier en Gendebien.

Verleden jaar, bij de behandeling der Koloniale begrootingen, werd het bedrag vermeld van sommige koloniale pensioenen die, voor twaalf jaar en half dienst in Afrika, de som van fr. 696.18 bereiken; fr. 568.33 voor dertien jaar en drie kwart. Een territoriaal beambte van eerste klasse, die zijn loopbaan in de Kolonie heeft geëindigd wegens invaliditeit, na acht jaar en drie kwart, trekt een pensioen van 180 frank. Vele dergelijke gevallen kunnen aangehaald worden.

Dus, onbeduidende pensioenen. Doch, wat hun minimum-beloop nog hatelijker maakt, is de wijze waarop de nuttige dienstjaren voor het pensioen worden in aanmerking genomen. Wij willen op deze fouten niet aandringen, daar het onderhavige wetsontwerp deze verbetert; het volstaat te zeggen, dat sommige beambten, die den Onafhankelijken Congostaat hadden gediend en vervolgens in den dienst van Belgisch Congo waren overgegaan na de overneming van de Kolonie, in de slechtst mogelijke omstandigheden, wel is waar, meer dan zeven jaar voor het pensioen hebben kunnen verliezen. Inderdaad, om recht te hebben op het burgerlijk pensioen, moest men zes volle jaren in Afrika hebben doorgebracht op den datum van 15 November 1908, een streng vereischte, en, anderzijds, werd het decreet op de koloniale pensioenen d.d. 10 Mei 1910 slechts van kracht vanaf 1 Juli 1910. Daarnit volgt dat, bij gebreke van eenige dagen misschien om de zes vereischte volle jaren te bereiken op 15 November 1908, voor het burgerlijk pensioen, men nog zal moeten wachten tot 1 Juli 1910 opdat de dienstjaren in de Kolonie voor het pensioen zullen kunnen beginnen te tellen.

*
* *

Aldus, Mijne Heeren, is de toestand van hen die zich aan het groote werk der Kolonie en, diensvolgens, aan België hebben toegewijd. Men moet bekennen dat men noch billijk noch erkentelijk te hunnen opzichte is geweest en wij zijn geneigd te gelooven dat deze gevolgen der decreten van 1910 aan de makers dezer decreten zijn ontsnapt. Anders kan men onmogelijk het ongelijk verklaren, dat aldus aan onze Koloniale beambten werd veroorzaakt.

Door de wet van 3 Juni 1920 werden de pensioenen der Belgische ambtenaren in het algemeen verhoogd van 100 tot 200 t. h. Voor de burgerlijke pensioengerechtigden van het decreet van 25 April 1910, te wier behoeve laatstleden jaar 400,000 frank op de begrooting werden uitgetrokken tot verhooging van hun pensioen, zal dit voortaan berekend worden tot beloop van 300 frank per jaar dienstverleening.

Krachtens het decreet van 2 Maart 1921 zullen de beambten en ambtenaren, thans in dienst der Kolonie, recht hebben op een pensioen van 3,000 frank minimum tot 8,520 frank maximum voor 12 jaren verblijf in Afrika, in eene gezonde streek, en voor 10 jaren dienst in eene ongezonde streek; doch, zooals de Minister bij de behandeling der begrooting van Belgisch Congo voor het dienstjaar 1922 verklaard heeft, bestaat dit onderscheid thans niet meer.

Ten slotte zullen, na de goedkeuring van het ontwerp, de pensioenen, krachtens het decreet van 2 Mei 1910 verleend, insgelijks worden verhoogd. Zij zullen worden herzien vooreerst volgens het eerste ontwerp dat rekening houdt met de diensten verstrekt sedert 15 November 1908, datum van de

overname der Kolonie, en met de diensten tijdens den oorlog verstrekt, en verder, volgens het ontwerp door den Senaat overgemaakt en volgens een amendement door de Regeering aangenomen en goedgekeurd door den Senaat, met inachtneming, voor de Belgen, van de diensten vóór de Congo-overname verstrekt.

Op deze wijze wordt de onrechtvaardigheid goedge maakt, waardoor bij de berekening van het pensioen een dienstduur werd over het hoofd gezien, welke, zooals wij daareven zegden, een termijn van 7 jaar en half kon bereiken.

Is deze herziening eenmaal gedaan, dan worden de pensioenen verdubbeld met terugwerkende kracht tot 1 Januari 1922, of tot den datum waarop het pensioen ingang kreeg, zoo deze datum na 1 Januari 1922 valt.

Aldus, mijne Heeren, is het doel en de samenhang van het wetsontwerp. Ongetwijfeld zal de Kamer het als een plicht en als eene eer aanzien, er hare goedkeuring aan te hechten. Weliswaar wat laattijdig, zal het niettemin een blijk wezen van de erkentelijkheid, welke wij verschuldigd zijn aan de eerste baanbrekers in Congo en aan hunne opvolgers die in Afrika hebben geleefd, toen het leven er niet was wat het er heden ten dage is.

De Commissie betuigt haren dank aan de Ministers Franck en Theunis voor de welwillendheid en de erkentelijkheid, waarmee zij de burgerlijke en koloniale pensioengerechtigden hebben bejegend. Er zijn ongeveer nog 540 burgerlijke en ongeveer 570 koloniale, krachtens het decreet van 2 Mei 1910, pensioengerechtigden in leven.

In al de Afdeelingen werd het ontwerp met eenparige stemmen aangenomen. Eenparig stelt ook uwe Commissie U voor, het aan te nemen zooals het ons door den Senaat werd overgemaakt.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

